

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Patrick SAIRE

Pascale DUCLERMORTIER

Sébastien GUILLAUME

Aline MILLE

Perrine MOZET

Expert-Comptable Associé

Stéphane MAYET

**ASSOCIATION DES CITES EN CHAMPAGNE
DE PREVENTION
"A.C.C.P."**

14 rue Pasteur
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

Exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

ASSOCIATION DES CITES EN CHAMPAGNE DE PREVENTION

"A.C.C.P."

14 rue Pasteur
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association des Cités en Champagne de Prévention relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A Châlons-en-Champagne, le 22 mai 2024

FCN
Commissaire aux comptes



Sébastien GUILLAUME
Associé

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✕ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✕ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✕ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 284	812	472	692
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	3 758	3 584	174	402
Immobilisations corporelles en cours	35 104	35 104	0	312
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières :				
Participations et Créances rattachées			53 371	52 331
Autres titres immobilisés	53 371		167	1 104
Prêts	167		70	570
Autres	70			
Total I	93 754	39 500	54 254	55 411
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	18 289		18 289	13 320
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	4 194		4 194	6 273
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	316 348		316 348	376 976
Charges constatées d'avance	3 978		3 978	3 781
Total II	342 809		342 809	400 350
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	436 563	39 500	397 063	455 761



PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	211 123	257 955
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-29 815	-46 832
Situation nette (sous total)	181 308	211 123
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	181 308	211 123
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	72 227	82 212
Total III	72 227	82 212
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 047	21 472
<i>Dettes des legs ou dotations</i>		
Dettes fiscales et sociales	99 602	104 101
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 411	22 998
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	6 468	13 854
Total IV	143 528	162 426
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	397 063	455 761



COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations	62	58
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	72 726	65 534
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	764 482	709 519
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommables		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vies		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	53 888	41 046
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total I	891 158	816 157
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	29 755	18 724
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	143 851	132 440
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	35 168	34 639
Salaires et traitements	517 863	483 072
Charges sociales	190 124	185 514
Dotations aux amortissements et dépréciations	760	3 118
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 081	7 290
Total II	924 603	864 797



COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-33 445	-48 640
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 395	1 704
Reprises sur provisions et dépréciations, transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	3 395	1 704
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3 395	1 704
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-30 050	-46 936
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	311	121
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	311	121
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Total VI	0	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	311	121
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	76	16
Total des produits (I + III + V)	894 864	817 982
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	924 679	864 813
EXCEDENT OU DEFICIT	-29 815	-46 832
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	-2 090	0
Bénévolat		
TOTAL	-2 090	0
CHARGES DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	2 090	0
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	2 090	0



Annexes



Ce rapport contient 7 pages.

SOMMAIRE



	<i>Page</i>
1. Faits majeurs de l'exercice.....	16
1.1. Objet de l'Association.....	16
1.2. Evénements principaux de l'exercice.....	16
1.3. Principes, règles et méthodes comptables.....	17
 2. Informations relatives au bilan.....	 17
2.1. Bilan actif.....	17
2.1.1. Immobilisations. Mouvements principaux.....	17
2.1.2. Immobilisations. Amortissements pour dépréciation...	17
2.1.3. Actif circulant – Classement par échéance.....	17
2.1.4. Produits à recevoir.....	18
2.1.5. Charges constatées d'avance.....	18
2.2. Bilan passif.....	18
2.2.1. Fonds associatifs.....	18
2.2.2. Provisions pour charges.....	19
2.2.3. Dettes financières – Classement par échéance.....	19
2.2.4. Produits constatés d'avance.....	19
2.3. Engagements.....	19
2.4. Contributions volontaires en nature.....	19
 3. Tableau des immobilisations	 20

1. Faits majeurs de l'exercice

1.1. Objet de l'Association

L'intervention de « L'Association » a pour objectifs :

1. d'assurer une présence sociale de rue dans les quartiers définis,
2. de mener une action socio-éducative individuelle en recherchant, pour les mineurs, la responsabilité de leurs parents. L'intervention auprès des jeunes peut éventuellement reposer en partie sur des actions collectives de type atelier ou chantier éducatif,
3. d'apporter son concours à la mise en place de réponses d'animation sociale primaire adaptée et de qualité.

L'équipe est constituée d'un directeur (1ETP), une secrétaire (1 ETP), une comptable (0,8 ETP), 9 éducateurs (9 ETP), 1 encadrant technique (1 ETP).

Sur chaque site d'intervention, les éducateurs interviennent dans la rue ou dans les locaux existants sur le quartier et si besoin, par le biais de permanences. Cette présence permet aux éducateurs d'être identifiés mais aussi de partager la vie du quartier au quotidien.

1.2. Evénements principaux de l'exercice

Nous noterons :

Une augmentation de notre dotation de fonctionnement de 40 000 euros (20 000 euros par collectivités), passant de 692 000 € à 732 000 euros, soit 366 000 € par collectivité (Département et Châlons Agglo) ;

- Un exercice déficitaire de 29 814 euros s'expliquant principalement par :
 - Une hausse de la masse salariale (238 euros brut / mensuel) suite à l'application de l'accord du 02 mai 2022 relatif au complément de rémunération des personnels socio-éducatifs (rétroactivité au 01/04/2022) et à la hausse du point d'indice de près de 3% (rétroactivité au 01/07/2022).
 - Un licenciement pour inaptitude (compte 6412).
- Des achats conformes aux exercices précédents si ce n'est quelques augmentations conjoncturelles, notamment de carburant, de téléphonie et de frais de recrutement de personnel (liée à l'embauche d'une comptable en CDD).
- Une progression de l'activité, notamment des compte 60623, 6063 et 60633, compensée par des produits en comptes 70 et 74.
- Une forte augmentation du compte 62811 en lien avec l'exploitation d'une nouvelle base d'évaluation répondant aux obligations RGPD
- Une augmentation des remboursements de salaires liée à la formation d'une salariée dans le cadre de Transition Pro
- Un engagement retraite au 31/12/2023 en baisse, induisant une reprise de provisions de 9 985 euros (compte 78151).
- Une baisse des arrêts maladie. Le cumul des arrêts maladie est de 11,5 mois.
- Une hausse des chantiers éducatifs (+ 9,2 % par rapport à 2022) dénotant de la confiance de nos partenaires quant à la qualité des prestations fournies.



Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultat des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

2. Informations relatives au bilan

2.1. Bilan actif

2.1.1. Immobilisations corporelles. Mouvements principaux.

- Il a été procédé à un inventaire au 31/12/23.



2.1.2. Immobilisations corporelles. Amortissements pour dépréciation.

Type	Mode	Durée
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 et 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 et 5 ans
Concessions brevets	Linéaire	5 ans

2.1.3. Actif circulant – Classement par échéance

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

2.1.4. Produits à recevoir

La totalité de la subvention de fonctionnement du Département et de Châlons Agglo est perçue au 31 Décembre 2023.

Produits à recevoir	Montant
7084 - Participations financières huitres	25,00
7911 – Remboursement formation professionnelle	473,00
Total	498,00

2.1.5. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance au 31 décembre 2023 concernent des charges d'exploitation pour un montant de 3 977,65 € (abonnements, maintenances, assurances).



2.2. Bilan passif

2.2.1. Fonds associatifs

Position en début d'exercice	257 954,96
Résultat 2022	- 46 831,69
Position en fin d'exercice	211 123,27

2.2.2. Provisions pour charges

Indemnités de Fin de Carrière (I.F.C) :

Les engagements retraite concernant l'ensemble du personnel ont été évalués à 72 227 € au 31/12/2023 (application de la CCNT du 15 mars 1966) contre 82 212 € au 31/12/2022, soit une reprise de provision pour 2023 de 9 985 €.

2.2.3. Dettes financières – Classement par échéance

Rubriques	Total	A 1 an au plus
Fournisseurs non parvenus	6 001,48	6 001,48
Fournisseurs	6 045,35	6 045,35
Autres dettes	25 410,63	25 410,63
	37 457,46	37 457,46

2.2.4. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance au 31 décembre 2023 concernent des produits d'exploitation pour un montant de 6 466,56 €, soit :

Produits constatés d'avance	Montant
741843 – Subv. Contrat ville part Etat Projet « Le Sport dans tous ses états »	5 000,00
74842 – Subv. Contrat ville part Châlons Agglo Projet « Le Sport dans tous ses états »	1 466,56
Total	6 466,56

2.3. Engagements

L'ACCP bénéficie de la mise à disposition de 2 garages (RIC) situés boulevard Kennedy à Châlons-en-Champagne.

2.4. Contributions volontaires en nature

L'ACCP a bénéficié en 2023 de mises à disposition gratuites de locaux, véhicules et/ou matériel suivants : Ville de Châlons-en-Champagne pour un montant évalué à 2089,53 €.



Tableau des immobilisations

Date achat	Type de matériel	Taux	Durée (en mois)	Valeur origine	Amort. antérieurs	Annuités période	Amort. à la clôture	Valeur résiduelle
2051	Concessions brevets							
09/03/1999	EBP Logiciel Windows	1	12	183,85	183,85	0,00	183,85	0,00
23/02/2021	Logo	0,20	60	1100,00	408,22	220,00	628,22	471,78
	Total			1283,85	592,07	220,00	812,07	
2154	Matériel et outillage							
03/06/2003	Climatiseur mobile	0,33	36	349,00	349,00	0,00	349,00	0,00
13/07/2006	Echafaudage aluminium	0,20	60	662,00	662,00	0,00	662,00	0,00
04/08/2006	Réhausse échafaudage	0,20	60	295,00	295,00	0,00	295,00	0,00
04/03/2010	Scie à onglets électrique Swood	0,20	60	189,00	189,00	0,00	189,00	0,00
10/04/2014	Appareil photo Nikon	0,33	36	199,00	199,00	0,00	199,00	0,00
26/09/2014	Echaffaudage	0,20	60	199,00	199,00	0,00	199,00	0,00
30/04/2018	Matériel aménagement nouveau local	0,20	60	966,33	902,46	63,87	966,33	0,00
27/06/2018	Visseuse	0,20	60	149,90	135,24	14,66	149,90	0,00
29/02/2020	Echaffaudage	0,20	60	749,00	425,27	149,80	575,07	173,93
	Total			3758,23	3355,97	228,33	3584,30	
2181	Agencements install. Aménagement							
30/04/2018	Personnel intérimaire aménagement nouveau local	0,20	60	4720,00	4407,96	312,04	4720,00	0,00
	Total			4720,00	4407,96	312,04	4720,00	
2182	Matériel de transport							
27/03/2019	Renault Master	0,33	36	18880,00	18879,98	0,02	18880,00	0,00
	Total			18880,00	18879,98	0,02	18880,00	
2183	Matériel de bureau et informatique							
01/04/1987	Armoire haute	0,33	36	136,12	136,12	0,00	136,12	0,00
01/04/1987	Armoire basse	0,33	36	143,48	143,48	0,00	143,48	0,00
20/12/2001	3 Plateaux voile de fond bureau 160x80	0,20	60	517,89	517,89	0,00	517,89	0,00
20/12/2001	2 Plateaux voile de fond bureau 140	0,20	60	280,50	280,50	0,00	280,50	0,00
20/12/2001	2 Armoires HT170xL80xP42	0,20	60	681,18	681,18	0,00	681,18	0,00
20/12/2001	2 Plateaux voile de fond bureau 80 comptoir	0,20	60	200,86	200,86	0,00	200,86	0,00
20/12/2001	2 Plans jonction comptoir av pied	0,20	60	329,50	329,50	0,00	329,50	0,00
20/12/2001	Rehausse jonction comptoir	0,20	60	120,99	120,99	0,00	120,99	0,00
20/12/2001	2 Rehausse comptoir 80	0,20	60	180,72	180,72	0,00	180,72	0,00
20/12/2001	Armoire haut1050 gris anthracite	0,20	60	353,72	353,72	0,00	353,72	0,00
20/12/2001	3 Armoires haute anthracite 4 tablettes	0,20	60	1252,59	1252,59	0,00	1252,59	0,00
20/12/2001	Bureau direction plateau et voile de fond	0,20	60	190,35	190,35	0,00	190,35	0,00
20/12/2001	Retour bureau direction 177	0,20	60	145,28	145,28	0,00	145,28	0,00
20/12/2001	Porte manteaux PMKYD	0,20	60	142,22	142,22	0,00	142,22	0,00
20/12/2001	2 Plateaux et voile de fond bureau 120	0,20	60	259,50	259,50	0,00	259,50	0,00
20/12/2001	Plateau voile de fond bureau 80	0,20	60	100,43	100,43	0,00	100,43	0,00
20/12/2001	Coffre tiroir dossiers suspendus	0,20	60	220,55	220,55	0,00	220,55	0,00
20/12/2001	2 Tables bureau 210x1080 MDF 80	0,20	60	1086,68	1086,68	0,00	1086,68	0,00
20/12/2001	Bibliothèque vitrine portes basses pleines	0,20	60	417,53	417,53	0,00	417,53	0,00
20/12/2001	Elément rangement porte pleine 600 x 1860	0,20	60	308,14	308,14	0,00	308,14	0,00
20/12/2001	Lampe déco	0,20	60	140,39	140,39	0,00	140,39	0,00
20/12/2001	Caisson 2 tiroirs à roulettes 1 DS	0,20	60	235,20	235,20	0,00	235,20	0,00
20/12/2001	Retour bureau avec 1 tablette info	0,20	60	215,15	215,15	0,00	215,15	0,00
20/12/2001	Support roulant anthracite UC	0,20	60	169,57	169,57	0,00	169,57	0,00
31/01/2003	Table bureau accueil	0,20	60	537,13	537,13	0,00	537,13	0,00
14/04/2010	Téléphones E diatonis Orange	0,20	60	2372,42	2372,42	0,00	2372,42	0,00
31/03/2016	Destructeur de documents	0,33	36	766,24	766,24	0,00	766,24	0,00
	Total			11504,33	11504,33	0,00	11504,33	
	TOTAL GENERAL			40146,41	38740,31	760,39	39500,70	



**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

ASSOCIATION DES CITES EN CHAMPAGNE DE PREVENTION

"A.C.C.P."

14 rue Pasteur
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisé des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention n° 1 – Prestations réalisées par l'A.C.C.P. pour Musiques sur la Ville

➤ **Administrateur concerné :**

Madame Dominique DETERM, Secrétaire du conseil d'administration de l'Association des Cités en Champagne de Prévention, et Membre du conseil d'administration de Musiques sur la Ville.

➤ Modalités :

Dans le cadre des chantiers éducatifs et citoyens, l'A.C.C.P. a réalisé des prestations pour Musiques sur la Ville pour un total de 9 661 € TTC pour l'exercice 2023.

Convention n° 2 – Prestations réalisées par l'A.C.C.P. pour Partage Travail 51

➤ Administrateur concerné :

Karine PAROISSIEN, Membre du conseil d'administration de l'ACCP, du conseil d'administration de Partage travail 51.

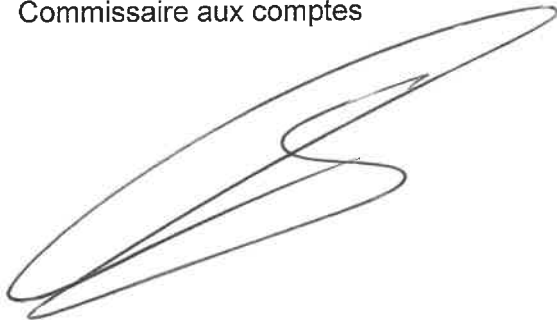
➤ Modalités :

Dans le cadre des chantiers citoyens, l'A.C.C.P. a réalisé des prestations pour Partage Travail 51 pour un total de 72 330 € TTC pour l'exercice 2023.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 22 mai 2024

FCN

Commissaire aux comptes



Sébastien GUILLAUME

Associé